

L'émergence des nouvelles contraintes sociétales et géopolitiques qui organisent les stratégies des consommateurs français dans l'espace domestique

Dominique Desjeux, anthropologue, professeur émérite, université Paris Descartes, Sorbonne Paris Cité

« Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise »

Jean Monnet, *Mémoires*, cité par Pascal Lamy, *Quand la France s'éveillera*, 2014, Odile Jacob, p. 46

Introduction

Pour comprendre ce qui émerge, il est souvent intéressant de partir d'un raisonnement sous contrainte de situations qui fait ressortir ce qui pousse les acteurs à agir plus que leurs motivations ou leurs valeurs. Cependant, le raisonnement sous contrainte est déroutant parce qu'il désenchante. Il désenchante la croyance des militants et des « croyants » au sens large, dans la toute-puissance de la liberté, de la volonté, du désir et du sens. Il est parfois associé à une apologie des systèmes autoritaires qui gouvernent grâce à la contrainte alors que le raisonnement sous contrainte n'est pas normatif, mais une méthode analytique pour expliquer ce qui émerge, ce qui disparaît et plus généralement ce qui change.

L'hypothèse méthodologique est que le changement s'explique plus par les contraintes et les jeux sociaux qui existent dans toute société que par le sens, l'imaginaire ou la confiance qui relève plus de la justification a posteriori que de l'explication causale a priori. Dans cette perspective meso et microsociale, celle des jeux d'acteurs, le sens permet surtout d'accepter les contraintes ou de jouer avec. Il est un réducteur de « dissonance cognitive », c'est-à-dire des écarts entre le désir d'achat virtuel et les contraintes de pouvoir d'achat réelles, comme dans la fable de La Fontaine, inspiré d'Ésope, du *Renard et des Raisins*. Le sens est donc consubstantiel à toute action en société, mais il est peu explicatif des mouvements et des forces qui l'organisent. Comme catégorie psychologique il est par contre explicatif du comportement du sujet à une échelle micro-individuelle.

Comprendre le changement, d'un point de vue socio-anthropologique, c'est donc observer ce qui émerge au-delà des acteurs, de leur volonté, de leur intention et de leur sens ; c'est observer les nouvelles contraintes qui vont servir de moteur à la transformation de la société ; c'est essayer de ne pas confondre l'enchantement militant, technologique, marketing ou religieux qui donne de l'énergie pour s'attaquer au changement, avec l'analyse des conditions sociales du changement ; c'est partir de la situation pour comprendre les forces qui nous gouvernent et comment on peut s'en servir pour orienter la société dans un sens plus positif, comme les arts martiaux qui utilisent l'énergie de l'autre ; c'est suivre le shi (勢), le « cours des choses », c'est-à-dire analyser la situation sans partir d'un monde idéal, mais en cherchant une amélioration continue des choses, sur le mode du mythe de Sisyphe qui sait que rien n'est stable, que tout peut s'effondrer, mais aussi que tout peut remonter.

L'objectif, ici, est de présenter une intelligence des contraintes qui permettent de discerner les marges de manœuvre des acteurs grâce auxquelles les contraintes qui émergent aujourd'hui peuvent devenir les potentialités de demain sans se prononcer sur la vision, le sens et la justification que les acteurs vont donner à leur action. L'émergence est utilisée comme un analyseur des mouvements qui transforment la société en positif et en négatif et donc du jeu conflictuel entre visions du monde et intérêts.

L'hypothèse centrale est que l'émergence de la Chine sur la scène de la consommation mondiale dans les années 1990 est une « émergence de rupture », pour faire écho au concept « d'innovation de rupture » de Clayton M. Christensen, qui va bouleverser toutes les règles du jeu consumériste et notamment pour les classes sociales occidentales les plus démunies.

L'émergence de la société de consommation en Chine dans les années 1990 : une observation anthropologique micro sociale

Le plus frappant en 1997, au moment où nous démarrons nos enquêtes, avec mes collègues Zheng Li hua¹ et Yang Xiao min de l'université des Langues Etrangères du Guangdong, sur la vie quotidienne des cantonais dans les nouveaux « livings » de la Chine urbaine du sud, c'est la faible présence de spécificités chinoises dans les objets et les aménagements du logement, même si au pied des grands immeubles des quartiers populaires on peut discuter avec des personnes âgées en train de jouer au mah-jong.

¹ Zheng Li hua, 1995, *Les chinois de Paris et leurs jeux de faces*, l'Harmattan

Cependant à travers les interviews réalisées dans les salons, les salles de bain, les chambres et les cuisines on peut déjà comprendre que la Chine est en train de sortir de la période de la révolution culturelle pendant laquelle les chinois dormaient dans des dortoirs collectifs ou possédaient des chambres qui faisaient 8 m² pour un couple et un enfant.

La classe moyenne urbaine chinoise est en train d'émerger avec des logements qui font entre 40 et 80 mètres carrés, avec un équipement qui comprend un réfrigérateur, souvent dans le living à côté du micro-onde, un cuiseur de riz électrique qui peut être mis en évidence sur la table du salon, un stérilisateur dans la cuisine pour les baguettes et la vaisselle, une bouilloire électrique qui permet de remplir le thermos d'eau potable en libre-service afin de pouvoir boire de l'eau chaude ou de faire du thé, un climatiseur, un ordinateur, un téléphone mobile, une télévision recouverte d'un voile pour la protéger et la mettre en valeur, comme autrefois en France dans les années 1950 et 1960.

Des toilettes à l'occidentale, par différence avec des toilettes dites « à la turque », commencent à émerger. L'eau courante, non potable, est disponible dans la cuisine et la salle de bain. Elle n'est toujours pas potable, en 2014, comme le rappelle Ma Jing jing dans son travail de recherche sur *Les fonctions, les sens et la diversité de l'eau à Guangzhou* (thèse en cours, université Paris Descartes). Les robinets et les pommes de douche sont encore sommaires, sur le modèle du matériel qui équipe les entreprises industrielles. Le papier toilette, signe de modernité, est réinterprété comme mouchoir ou comme moyen de nettoyage. Il peut être exposé dans le meuble du living. Cependant, en dehors de la classe moyenne très supérieure, on n'observe ni four dans la cuisine, ni baignoires dans la salle de bain, comme le confirme Séverine Enjolras en 1998 dans une autre enquête sur *Espace et modes de vie shanghaiens* (DEA, université Paris Descartes). Le four et la baignoire restent encore aujourd'hui, en 2014, des marqueurs sociaux réservés aux classes les plus riches.

La Chine urbaine est en train de rentrer dans la société de grande consommation (Zheng Li hua, Desjeux D. (éds.), 2002)², dans celle des différenciations et des distinctions sociales qui s'organisent autour des objets et des services de la consommation. Les chinois urbains commencent à fréquenter les restaurants comme le décrit Yang Xiao Min dans son livre sur *La fonction sociale des restaurants en Chine* (2006, l'Harmattan) et à manger de la viande de porc et donc des protéines à base de soja, ce qui aura de grandes implications sur le marché alimentaire occidentale, comme nous le verrons ci-dessous (Desjeux D,

² Zheng Li hua, D. Desjeux (éds.), 2002, *Entreprises et vie quotidienne en Chine, approche interculturelle*, l'Harmattan

2012)³. L'accès au marché des aliments est devenu libre. Les courses se font à pied et en vélo. Les grands supermarchés comme Carrefours (Jiā lè fú, 家乐福 « Au bonheur (heureux) de la famille » qui évoque « Au bonheur des dames » de Zola, 1883) n'ont pas encore fait leur apparition.

Le maquillage et les soins du corps réémergent après des années d'interdiction liées à la révolution culturelle (Wang Lei, 2014)⁴. Les pratiques de jeux d'argent redémarrent (Hu Shen, 2014)⁵. Par contre le bricolage, au contraire de la Russie où il connaît un grand succès (Carton de Gramont Sarah, 1996)⁶ et des USA où à la même époque, la société Home Depot connaît une croissance constante (Desjeux D, 2012)⁷, ne se développe pas. Le bricolage renvoie à une image d'appartenance de classe sociale moyenne basse (Boisard Anne Sophie, 2007)⁸. C'est un marché d'artisans et non pas de particuliers. La grande consommation émerge en Chine comme un révélateur des différences statutaires.

Plus généralement c'est la consommation d'énergie qui explose et qui est le plus grand indicateur de la croissance de la consommation de la classe moyenne chinoise. L'énergie électrique est un analyseur de l'évolution de la division sexuelle des tâches à l'intérieur de l'espace domestique chinois. Grâce à l'électroménager, les jeunes femmes chinoises peuvent plus facilement travailler. On n'est pas très loin du « Moulinex libère la femme » des années 1960 en France. Surtout l'énergie est au point de départ d'Internet et de toutes les nouvelles technologies de l'information et la communication qui jusqu'au e-commerce vont transformer la vie quotidienne des chinois et influencer les tensions géopolitiques

³ Desjeux Dominique, 2012, « La révolution mondiale de la consommation alimentaire : l'émergence d'une nouvelle classe moyenne chinoise », *OCL 2012* ; 19(5) : 299–303

⁴ Wang Lei, 2014, *Les pratiques et les représentations des soins du corps en Chine*, Thèse université Paris Descartes

⁵ Hu Shen, 2014, *L'Etat-croupier et les Joueurs-coolies, Ce que la loterie nous apprend sur la Chine*, Thèse en cours, université Paris Descartes, 151 p. multig.

⁶ Carton de Gramont Sarah, 1996, *Changement de décor à Moscou*, maîtrise d'Ethnologies, université René Descartes Paris V, Sorbonne

⁷ Desjeux D. 2012, *Modes de vie, contraintes et rapports au logement. Les mutations anthropologiques des marchés du bricolage*, <http://www.argonautes.fr/2012-12-dominique-desjeux-conference-sur-le-bouleversement-du-marche-du-bricolage-les-contraintes-de-pouvoir-dachat-la-consommation-econome-et-le-consommateur-malin/>

⁸ Boisard Anne Sophie, 2007, *Le logement dans la Chine urbaine contemporaine : un lieu d'analyse stratégique pour les pratiques de consommation de la nouvelle classe moyenne cantonnaise*, Thèse, université Paris Descartes

autour de l'accès aux matières premières comme les terres rares nécessaires à la construction des téléphones mobiles.

Dès 1997 on pouvait donc observer à une échelle micro sociale que l'entrée des chinois dans la grande consommation ressemblait fortement à celle des européens de l'Ouest entre 1945 et 1975, grâce à une phase de construction des infrastructures, au départ financées par le plan Marshall, et qui a duré entre 15 et 20 ans comme cela se passera en Chine entre 1980 et 1995 au moment du décollage de la consommation chinoise (Desjeux D. Et alii, 1998).⁹ Le développement de la croissance industrielle chinoise sera financé grâce à des fonds qui viennent de la diaspora chinoise, de Hong Kong et de Taïwan notamment, de financements étrangers, et des banques d'Etats chinoises. La force des chinois est d'avoir réussi à maîtriser ces financements grâce à la mise en place de joint-ventures qui leur permettent de maîtriser leur économie.

Cependant, à notre échelle micro sociale, il n'était pas possible de voir que ces pratiques quotidiennes renvoyaient à un phénomène macro-social qui ne sera visible qu'une dizaine d'années plus tard, autour de 2010, celui du triplement de la « classe moyenne supérieure mondiale » dans les BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine, pays auxquelles on pourrait ajouter l'Afrique du Sud, l'Indonésie, Israël, la Turquie, le Mexique, etc.), qui passe entre 2000 et 2009, de 200 millions à 560 millions. Or cette croissance très forte de la classe moyenne supérieure mondiale va expliquer l'émergence d'un phénomène nouveau et durable sur la longue durée celui de la montée et de l'instabilité des prix des matières premières, de l'énergie et des « protéines » au sens large, entre 2000 et 2008 et bien au-delà¹⁰.

En 8 ans, l'indice des matières premières industrielles passe de 60, en 2000 il était très bas, à 220 (indices Coe-Rexecode, cf. *Cyclope 2014*, p. 716). Il chute à cause de la crise en 2008, mais recommence à remonter dès 2010/2012. Le « super cycle des matières premières » semble s'expliquer pour une grande part par la croissance de cette classe moyenne supérieure mondiale dont la demande de consommation est en pleine expansion.

9 D. Desjeux, Sophie Taponier, Zheng Lihua (dir.), 1998, *Les pratiques et les représentations de la mémoire à Guangzhou (Chine)*, rapport Argonaute, Guangzhou, 248 p. multig. [Http://www.argonautes.fr/1998-d-desjeux-et-alii-les-pratiques-et-les-representations-de-la-memoire-a-guangzhou-chine/](http://www.argonautes.fr/1998-d-desjeux-et-alii-les-pratiques-et-les-representations-de-la-memoire-a-guangzhou-chine/)

10 Dominique Desjeux, « La révolution mondiale de la consommation alimentaire : l'émergence d'une nouvelle classe moyenne chinoise », OCL 2012 ; 19(5) : 299-303

L'émergence d'une nouvelle contrainte géopolitique, celle de gérer les ressources naturelles de façon « responsable » sous peine de guerre

Depuis les années 1960 les mouvements écologistes sont sensibles à la question de la gestion de l'environnement. Mais cette question n'est pas perçue comme une contrainte forte par les principaux acteurs économiques et politiques. C'est l'émergence de la demande de la nouvelle classe moyenne mondiale qui fait de la question environnementale une contrainte forte. La crise des « subprimes » de 2008 est bien une crise financière, mais elle n'est probablement pas que cela. Elle exprime de façon indirecte la crise géopolitique qui est en train de transformer le monde, mais de façon invisible pour les non-spécialistes entre 2000 et 2008.

Elle fait émerger un nouvel enjeu pour les entreprises occidentales dans les 5, 10, 20 ou 30 années à venir, qui est probablement de passer d'un modèle basé sur une croissance qui n'a pas à se préoccuper des conséquences des externalités négatives de la production sur l'environnement naturel, à un modèle de croissance plus économe en consommation d'intrants. Pendant deux siècles, comme nous l'évoquerons ci-dessous, ce problème avait été résolu grâce à l'extension territoriale coloniale ou néocoloniale. Elle s'ajoute à la contrainte de compétitivité et de création d'emplois avec laquelle elle rentre en tension. Ce choix paraît d'autant plus crucial que la compétition pour l'accès aux matières premières est forte et donc que les risques de guerre s'accroissent (Desjeux D, 2009)¹¹.

Mais tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Quelle entreprise sous contrainte de marge pour investir et de dividendes pour rémunérer le capital, quel gouvernement, sous contrainte de réélection et de groupe de pression, sait conduire une telle réforme sans perdre de la valeur, sans créer de l'injustice, sans progression du chômage, sans mouvements sociaux et sans montée des mouvements politiques extrêmes ?

La prise en compte d'une stratégie plus économe en matière d'intrants est liée au fait qu'une partie de ces intrants sont de plus en plus chers à produire et à distribuer, même si l'invention des containers dans les années 1960 a permis une baisse importante des coûts de logistique. C'est le cas notamment des intrants énergétiques dont les coûts de production sont de plus en plus élevés, comme le montrera Jean-Yves Carfantan dans son livre *Le défi chinois, les nouvelles stratégies d'un géant* (2014). Mais c'est aussi dû au fait que la demande des BRICs en intrants devient potentiellement aussi importante que celle

¹¹ Desjeux D., 2009, <http://www.argonautes.fr/2009-02-d-desjeux-un-regard-anthropologique-sur-la-crise/>

des pays occidentaux ce qui conduit à une montée des prix mondiaux et à leur instabilité, situation que le monde n'avait pas connue depuis les années 1960/.1970. Cette contrainte devient une chance pour l'économie circulaire qui se propose de recycler les matières premières et l'économie la fonctionnalité qui économise leur usage.

En 2014, toujours d'un point de vue macro social, les prix agricoles recommencent à monter fortement avec le maïs, le blé, le soja, le sucre et l'huile de palme, mais c'est aussi vrai pour les cours du bétail et du porc. L'arabica un produit particulièrement intéressant comme indicateur des changements de mode de consommation de la classe moyenne mondiale, et notamment en Chine, un pays traditionnellement buveurs de thé et non de café, a augmenté de 50 % entre décembre 2013 et février 2014. Le café avait déjà connu une très forte progression entre 2000 et 2008 après de longues années sans aucune progression des cours. Les raisons de cette hausse sont multiples et vont depuis l'augmentation de la demande des classes moyennes, des problèmes de logistique routière et portuaire au Brésil, en passant par la structure des marchés à terme, jusqu'à des inquiétudes liées aux phénomènes météorologiques comme El Nino qui du fait du réchauffement de l'océan Pacifique entraîne des sécheresses et des inondations qui conduisent à des effets négatifs sur les récoltes (*Les échos* du 22 février et du 31 mars 2014). L'important à retenir, pour la suite de la démonstration, est que les classes sociales les plus démunies, en France, sont les plus sensibles à l'augmentation et à l'instabilité des prix agricoles et énergétiques.

Dix ans après le début de nos enquêtes qualitatives, en 2008, la Chine est devenue la troisième puissance mondiale avec un PIB de 3,5 MM \$, derrière le Japon à 4,4 MM \$ et les USA à 13,8 MM \$ contre 2,5 MM \$ pour la France qui est en sixième position. En 2011 la Chine deviendra la deuxième puissance mondiale. Mais la crise inquiète la Chine parce que sa croissance qui était de 12 % en 2007 est en train de passer à 7 % en 2009 et donc entraîne des risques d'augmentation du chômage. Or les mouvements sociaux chinois sont passés de 47 000 en 2004 à 120 000 en 2008 (*Herald Tribune* 10/02/2009). Ils seront en 2012/2013 autour de 200 000 d'après les chiffres officiels.

Ils annoncent la vague des mouvements sociaux, non plus aux « nord » comme dans les années 1960, mais au « sud », avec le Brésil, la Turquie, Israël, les pays du Moyen-Orient avec l'Égypte et la Tunisie notamment qui tous voient leur jeunesse augmenter ainsi que leur taux de PIB et d'urbanisation.

Depuis 70 ans on assiste à un phénomène important qui est celui de la montée des classes moyennes urbaines associées à l'émergence périodique de mouvements sociaux et politiques. Tout se passe comme si la classe moyenne était devenue la nouvelle « classe révolutionnaire », la classe ouvrière à l'époque de Marx représentant probablement une partie de cette classe moyenne par rapport à une population rurale française qui devait faire 80 % du total. Ce qui émerge c'est l'importance accordée aujourd'hui à la qualité des services et de la consommation dans les conflits sociaux. La prise en compte des tensions sociales consuméristes est un nouvel enjeu pour les entreprises.

On peut observer un lien entre les protestations, les résistances, de la classe moyenne et les faiblesses de l'État face à la demande de service de base et de sécurité. Les nouvelles classes moyennes urbaines demandent à l'État brésilien, à l'État turc, à l'État chinois, à l'État israélien, à l'État égyptien ou à l'État tunisien, - pour reprendre les pays où de forts mouvements sociaux et politiques ont émergé depuis 2008/2010 -, plus de sécurité alimentaire comme dans le cas du lait contaminé en Chine, plus de démocratisation comme au Moyen-Orient, pour une petite minorité moderniste, plus de service public comme au Brésil avec la demande de services de santé, de services scolaires et de services de transport, surtout depuis la dernière coupe du monde, plus d'équité sociale comme en Chine, une meilleure prise en compte des conditions de survie des plus démunis menacée par la crise et plus de sécurité.

Ces mouvements sociaux dans les années 1960 et dans les années 2000 suggèrent qu'il existe un lien entre l'urbanisation, la mise en place d'une classe moyenne de consommateurs, la construction d'un État moderne et sa capacité à mettre en place ou non les services nécessaires au bon déroulement de la vie quotidienne de ces classes moyennes scolarisées. Ce qui est nouveau, depuis 15 ans, pour les entreprises c'est qu'elles sont à leur tour prises dans ce mouvement consumériste qui remet en cause toute l'organisation en silo qui avait été mis en place après les 30 glorieuses pour protéger les salariés, comme le rappelle François Dupuy dans son livre « Lost in management » (2011).

De plus, comme le montre Christian du Tertre, les transformations de la consommation qu'elle soit « pré-digitale » ou digitale avec Internet entraîne des transformations dans les conditions de travail. L'augmentation du décalage entre le temps familial et le temps de travail montré par Laurent Lesnard dans son livre *La famille désarticulée* (2009, PUF) confirme les liens entre la consommation, l'évolution des modes de vie et les

transformations des conditions de travail, comme pendant les 30 glorieuses et ce que l'on a appelé *Les dégâts du progrès* (CFDT, Dominique Wolton, 1977, Seuil)

L'économiste Jean Yves Carfantan Carfantan, basé à Sao Paulo, au Brésil, en s'appuyant sur les chiffres de McKinsey rappelle dans son livre *Le choc alimentaire mondial* édité en 2009 que la classe moyenne supérieure chinoise tourne autour de 105 millions de personnes avec un revenu annuel allant de 4 800 \$ à 12 500 \$ et que la classe moyenne inférieure comprend 190 millions de personnes avec un revenu qui va de 3 000 \$ à 4 800 \$. C'est cette classe moyenne urbaine qui représente au total autour de 300 millions de consommateurs qui constituent la plus grande part de la demande alimentaire, énergétique et de nouvelles technologies.

Les pays asiatiques, et une partie des pays arabes, cherchent à louer des terres agricoles en Afrique pour se couvrir contre les risques de crise alimentaire. Tous ces pays ont peur du retour des pénuries alimentaires qui avaient à peu près disparu depuis les grandes famines des années 1960 en Chine et 1970 en Afrique, et des émeutes de la faim qui réapparaissent entre 2006 et 2008 en Afrique de l'Ouest, en Amérique centrale et en Asie du Sud-Est et de l'augmentation soit des prix du riz soit des prix du blé.

L'émergence de la classe moyenne mondiale se traduit, comme historiquement dans de nombreux pays, par une transformation des habitudes alimentaires associées très souvent à une baisse de la consommation des légumes traditionnels. En Chine c'est le cas du riz dont les importations ont baissé depuis 2005 à l'inverse de la consommation de viande de porc et de poulet qui elle explose. En 2010 les chinois consomment 37 kg de viande de porc par an et par personne contre 27 kg aux USA et 42 kg en Europe. Les importations de viande de porc ont été multipliées par trois et demi en cinq ans, entre 2005 et 2010. Ceci explique pourquoi les importations chinoises de graine de soja, entre 2005 et 2010, sont passées de 28 % à 55 % des importations mondiales. Tout cela va peser sur les cours mondiaux et donc sur les budgets des ménages occidentaux les plus démunis.

En 2009 la Chine va aussi essayer de sécuriser ses approvisionnements en pétrole grâce à des accords avec le Brésil, le Venezuela, en Afrique ou au Moyen-Orient. Elle va aussi investir dans la société australienne Rio Tinto, une des plus importantes entreprises minières au monde. La Chine contrôle aussi l'accès aux minerais rares. En 2010 elle produit 90 % des terres rares du monde, dont le Coltan (colombite-tantalite) qui permet de fabriquer les composants électroniques des téléphones mobiles et le lithium, au Tibet, pour les batteries. Elle contrôle aussi les cinq fleuves de l'Asie du Sud-Est. La Chine est au

cœur des tensions qui concernent l'accès aux matières premières, l'eau et les différentes énergies fossiles, hydrauliques et nucléaires. Ces conflits sont des sources de tensions militaires qui s'expriment notamment dans la mer de Chine du Nord avec le Japon et la mer de Chine du Sud avec le Vietnam et les Philippines.

Tout ceci explique pourquoi la Chine va participer militairement au système de sécurité maritime dans le golfe d'Aden menacé par les pirates, afin de sécuriser à son tour la circulation des containers qui sinon sont obligés de passer par l'Afrique du Sud et le cap de Bonne-Espérance. Ce détour augmente les coûts de transport, mais fait baisser les coûts d'assurance, sous contrainte des coûts du pétrole brut qui atteignent 150 \$ en 2008 pour retomber à 100/110\$ aujourd'hui, pour le baril de Brent. Les gaz de schiste américains associés aux tensions liées aux gaz russes, sont en train de transformer le fonctionnement des marchés de l'énergie, même s'ils rentrent en confrontation brutale avec les contraintes écologiques. Il est même possible qu'une partie des explications des tensions au Moyen-Orient soient liées à l'évolution du marché énergétique. La potentielle indépendance énergétique des États-Unis peut être vécue comme une menace par les pays pétroliers du golfe et par Israël, mais aussi par la Chine qui voit la marine américaine se libérer du Moyen-Orient pour aller vers le Pacifique.

Le chassé-croisé des classes moyennes mondiales : les nouvelles contraintes invisibles qui organisent la consommation globale depuis 2000

En 2010, d'après Louis Marin, citant avec précaution un document de travail de l'OCDE (*Alternative Economique*, juin 2010), les classes moyennes dans le monde, à un niveau très macro, représenteraient 1,8 milliard de personnes, soit 28 % de la population mondiale. En 2050, elles devraient atteindre 5 milliards de personnes. La progression devrait se faire principalement en Asie.

En 2010, nous sommes donc en train d'assister à un « chassé-croisé des classes moyennes », autour du rapport à la consommation (Desjeux D. 2011)¹². Dans les pays développés, la fraction basse des classes moyennes est menacée dans son pouvoir d'achat. Cela va se traduire par une consommation sous plus fortes contraintes de pouvoir d'achat, ce qui conduit de fait à une consommation plus économe.

¹² DESJEUX D., 2011 – « Le chassé croisé des classes moyennes mondiales ou la consommation comme analyseur de la nouvelle donne internationale », publié dans la Documentation Française et la revue de la Chambre de Commerce de Paris ; sources en ligne : <http://www.argonautes.fr/sections.php?op=viewarticle&artid=964>

À l'inverse dans les pays en émergence, la classe moyenne dans son ensemble voit son pouvoir d'achat augmenter ce qui va se traduire par une augmentation des « dépenses de consommation des couches moyennes qui seront multipliées par 2,6 d'ici à 2030 » (Louis Marin, 2010). La Chine sera le premier marché mondial en 2020. Cela veut dire que la part de l'Asie au sein de la classe moyenne progresserait de 28 % à 66 % en 40 ans, tandis que celle des européens et des américains du Nord diminuerait de 54 % à 21 %.

Le phénomène le plus important dans l'immédiat est la mise en évidence par Johannes Jütting, de la montée de la « classe moyenne supérieure mondiale » entre 2000 et 2009, c'est-à-dire de la classe sociale qui consomme le plus et donc qui explique l'émergence des nouvelles tensions internationales. D'après le groupe d'assurances allemand Allianz, les personnes de cette classe moyenne supérieure disposent d'actifs financiers, sous forme de titres ou de contrats négociables, compris entre 5 300 € et 31 600 €, soit une moyenne de 17 530 € à la fin de 2009. Cela peut paraître peu, mais remis en monnaie locale cela peut faire beaucoup, autour de 7 fois plus en Yuan chinois, par exemple, et expliquer ainsi pour une part la forte progression de la consommation.

Cette classe moyenne mondiale supérieure est passée de 200 millions à 565 millions. Le point de vue historique permet de faire ressortir l'ampleur du phénomène entre aujourd'hui et hier. On peut faire l'hypothèse qu'entre le moment du décollage de la révolution énergétique et industrielle à la fin du XVIIIe siècle et aujourd'hui, il aura probablement fallu 200 ans pour atteindre ce chiffre de 200 millions, contre neuf ans pour tripler entre 2000 et 2009. L'émergence de cette classe moyenne supérieure mondiale est probablement le phénomène en émergence le plus important pour expliquer l'évolution des règles du jeu de la consommation globale.

Cela veut dire que nous sommes aujourd'hui face à une nouvelle équation extrêmement complexe à résoudre entre la nécessité d'être efficace économiquement pour produire de la richesse, de l'emploi et de la consommation, la nécessité de justice sociale et de redistribution sous peine de tensions sociales fortes, et la nécessité de gérer l'écosystème terrestre de façon plus économe sous peine de guerre. Le point important à souligner est que ces trois objectifs sont en pratique contradictoire et donc en tension permanente. Cela signifie aussi que les années 2000 signent bien la fin du système « colonial » qui avait été mis en place par l'Angleterre et la France, puis l'Allemagne et la Belgique tout au long du XIXe siècle. Cela montre que ce n'est pas la mondialisation qui est nouvelle, mais le rapport de force à l'intérieur de cette mondialisation en défaveur de l'Europe qui a changé.

Pour élargir la thèse « écologique » de Kenneth Pomeranz, cela indique que l'extension des terres cultivables et des sources de matières premières et d'énergie par le biais des colonies comme moyen de résoudre les problèmes de croissance démographique et économique telle qu'ils avaient été soulevés par Malthus au XVIIIe siècle et que nous retrouvons aujourd'hui au début du XXIe siècle ne peut plus être la solution. La colonisation a permis de compenser les hectares qui manquaient à l'Angleterre, ce que les historiens ont appelé les « hectares fantômes ».

Philippe Baret rappelle dans *Le Nouvel Economiste* du 11 juillet 2014 que la Chine possède 9 % des terres arables du monde et qu'elle doit nourrir sur cette surface 20% de la population mondiale. Il va lui falloir à terme de nombreux « hectares fantômes » à l'extérieur pour compenser son manque de terre en interne. De façon un peu raccourcie, on peut juste rappeler que cela s'est terminé par la guerre de 1914 parce que l'Allemagne se trouvait bloquée dans son expansion économique. C'est apparemment le cas de la Chine aujourd'hui. Il devient intéressant de lire Malthus non pas sous le seul angle des restrictions démographiques, mais sous celui de la gestion des ressources rares de l'écosystème, comme l'a fait Kenneth Pomeranz.

Un phénomène nouveau depuis 2000 : la montée des dépenses contraintes qui pèsent sur le budget des ménages les plus démunis

Parallèlement aux transformations des marchés mondiaux on assiste en France, toujours à une échelle macro sociale, entre 2001 et 2006, à une montée des dépenses contraintes qui sont passées de 50 % à 75 % des dépenses des ménages les plus démunis, d'après l'INSEE. Ainsi « pour les 20 % des ménages les plus modestes, le poids des dépenses courantes de logement dans leur revenu courant est passé de 31 % en 2001 à 44 % en 2006 ». Les dépenses contraintes, c'est-à-dire les dépenses obligatoires avant de commencer les dépenses du mois, touchent la consommation alimentaire, la mobilité, l'énergie et une nouvelle consommation en émergence, la consommation numérique de médias et loisirs qui englobent le téléphone mobile, la VOD, Internet, la presse, les DVD, les jeux vidéo, etc. qui représenterait 8 % des dépenses des français en 2008. Surtout elle monte à 17 % des dépenses pour les ménages qui ont un revenu inférieur à 1800 € par mois.

Le logement, l'alimentation, la mobilité, l'énergie et le numérique représentent les nouvelles dépenses contraintes dont le poids explique la consommation économe des ménages français les plus démunis c'est-à-dire ceux qui ont un revenu variant depuis les 10

% les plus bas jusqu'au quatrième décile, en fonction des dépenses, et notamment des dépenses énergétiques. La précarité énergétique, quand la dépense d'énergie dépasse 10 % du budget, peut toucher des ménages qui ont des revenus de 3 ou 4000 € par mois.

Cela explique probablement pourquoi en 2009, d'après une étude Sofres commandée par le magazine *Le Pèlerin*, un français sur 2, 48 % exactement, se sentent concernés ou inquiets par rapport à la pauvreté. En 2008, le revenu médian individuel des Français tourne autour de 1600 €, mais 13 % des français vivent en dessous du seuil de pauvreté de 950 € soit 7,84 millions de personnes. 30 % des familles monoparentales, soit 1,6 million de personnes, vivent sous le seuil de pauvreté. À l'inverse 49 % des français ne se sentent pas menacés par la pauvreté.

Paradoxalement cette croissance des cours mondiaux ne semble pas avoir d'effet sur les prix à la consommation qui progressent faiblement de 1,5 à 2 %, par an, en moyenne, depuis 1995, ni sur les revenus des français dont le pouvoir d'achat progresse, toujours en moyenne, de 0,7 % par an entre 1990 et 2010, d'après l'INSE. Cependant, si l'on sort du raisonnement en moyenne et que l'on observe les effets de l'inflation en fonction des stratifications sociales, le résultat est tout à fait différent. En effet les effets de l'inflation, comme le rappelle l'INSEE, touchent beaucoup plus les ménages modestes que les ménages aisés du fait de leurs différences de modes de vie et donc de leurs consommations familiales.

La bonne vieille loi d'Engel (1821 – 1896) marche toujours : plus les revenus sont bas et plus la part des dépenses alimentaires, la dépense contrainte d'hier, dans les budgets familiaux est importante. La part des dépenses alimentaires a fortement diminué entre 1960 et 2010, mais elle reste bien une dépense obligatoire pour les classes moyennes les plus basses et c'est ce qui explique qu'elles ont été directement touchées par l'augmentation des cours du soja au niveau mondial.

Dit autrement de façon simplifiée, si le prix du soja augmente suite à l'augmentation de la production de porc qui fait elle-même suite à la demande de la classe moyenne chinoise en train de découvrir une nouvelle forme de consommation carnée, cette augmentation va se répercuter sur les coûts des aliments du bétail et, pour une part, en fonction du marché et des rapports de force avec la grande distribution, sur les prix de la viande de porc en France. En tant que dépense contrainte cette augmentation va toucher les budgets les plus faibles. La consommation économe, à la différence de la consommation collaborative ne

semble donc pas être la résultante d'un choix en valeur, mais d'un choix sous contrainte, au moins pour les populations les plus démunies.

Or la loi d'Engel est tout à fait transposable aux dépenses contraintes d'aujourd'hui, la contrainte variant en fonction des cultures, des classes sociales, des genres et des générations. La contrainte n'est pas uniquement biologique comme le laisserait supposer la pyramide de Maslow, elle est aussi fortement sociale et culturelle. C'est pourquoi il est possible de dire que plus les revenus sont bas et plus les dépenses contraintes comme l'alimentation, l'énergie, le logement, les transports et la communication (sensibles aux effets de revenu) et la santé (sensible à l'âge et aux revenus) pèsent dans les budgets des ménages.

Un bon indicateur de dépense contrainte est quand le pourcentage de dépenses d'un poste budgétaire est supérieur à la moyenne nationale. Si on reprend le cas du numérique qui dépasse de près de 10 % la moyenne des dépenses dans les foyers les plus démunis, on peut faire l'hypothèse que c'est un achat sous forte contrainte sociale puisque ce sont des foyers sous forte contrainte de pouvoir d'achat économique qui le font malgré tout.

Cependant, toutes les dépenses contraintes ne relèvent pas de l'augmentation des cours mondiaux. Cela concerne principalement l'énergie et les produits agricoles. Ces dépenses contraintes pèsent très fortement sur les budgets des 20 à 30 % des ménages les plus démunis, comme le rappelle l'INSEE.

C'est donc en priorité ces classes sociales, sous contrainte de pouvoir d'achat, qui vont devenir les nouveaux consommateurs stratégiques, ceux qui vont pratiquer une consommation économe et/ou collaborative, comme le covoiturage et/ou la mutualisation de certains services. Les valeurs et le sens leur servent alors à justifier a posteriori les restrictions de consommation qui leur sont imposées par le chômage¹³, la précarité, des salaires qui progressent peu, des logements mal isolés ou encore un habitat périurbain éloigné du lieu de travail.

Le développement du consommateur stratégique sous contrainte de pouvoir d'achat

Pour l'analyse stratégique en sociologie, aux échelles meso-sociales et micro-sociales, le consommateur a toujours été un acteur, sous contrainte, mais avec des marges de manœuvre. Ce qui peut varier c'est la diversité ou l'ampleur des stratégies qui sont mises en place pour répondre aux contraintes de pouvoir d'achat. Dès 1978, en psychologie, à

¹³ Cf. Julien Damon, *Les classes moyennes*, PUF (pp.14-16)

une échelle d'observation micro-individuelle, Jean-Noël Kapferer montrait que les consommateurs n'étaient pas passifs, qu'ils étaient actifs, qu'ils traitaient de l'information et du sens, par différence avec les approches publicitaires qui, s'appuyant sur l'inconscient freudien, faisaient du consommateur un sujet passif.

Comme le montre Fabrice Clochard dans *Le consommateur malin face à la crise* (tome 2, 2013) le consommateur à la recherche d'une bonne affaire est actif. Ils mobilisent trois grands modèles d'arbitrage micro-individuels dans un jeu micro-social : le calcul, l'exploration et la restriction. Le « calculateur » cherche à planifier, à contrôler et à comparer les prix. Il mobilise son réseau de pairs. Il n'est pas forcément sous contrainte de pouvoir d'achat, mais il cherche à maîtriser et à optimiser ses achats. « L'explorateur » est plus dans le « butinage ». Il a un comportement opportuniste qui suit une recherche du bon coup improvisé. Il est dans « l'achat plaisir ». « L'économe » est sous contrainte de pouvoir d'achat. Ses marges de manœuvre sont réduites. Ils se limitent aux achats indispensables et utiles. Il va comparer les prix et « avance par essai erreur ».

Avec Gaëtan Briseperre et grâce à une équipe de chercheurs qui publient leurs travaux dans le livre *Le consommateur malin*, dont Dominique Roux sur l'achat d'occasion et Olivier Badot sur « le héros du coût de la rue », nous montrons à une échelle micro sociale, celle des interactions entre les membres de la famille et entre pairs, comment la crise influe sur l'évolution des stratégies d'achat. En fonction des secteurs, de leur compétence ou de leurs moyens, les consommateurs mobilisent quatre grandes stratégies de consommation économe : acheter moins cher, consommer moins, faire soi-même, ou différer l'économie en investissant plus aujourd'hui pour payer moins cher plus tard.

Acheter moins cher consiste à attendre les soldes, à faire du couponing, à attendre que les prix baissent en grande surface quand les produits sont à la limite de la date de péremption, à acheter à la fin des marchés quand les aliments sont bradés, à acheter d'occasion une voiture, des livres ou des vêtements, à aller chez un médecin conventionné, à acheter des meubles de seconde main, à utiliser Internet pour acheter des produits d'occasion, dont certains cadeaux de Noël et des vêtements.

Consommer en moindre quantité consiste à éteindre les veilles des appareils électriques liés à la communication et au numérique, à fermer les robinets d'eau, à couper le chauffage en sortant, à aller moins au restaurant.

Faire soi-même consiste à sortir des circuits marchands grâce au bricolage, à récupérer les encombrants sur le trottoir, à faire les poubelles pour les plus démunis et en glanant à la fin des marchés, à faire la cuisine plutôt que d'acheter des produits agroalimentaires, en développant le troc de services entre amis ou avec les membres de sa famille comme on peut le faire au moment d'un déménagement, en allant sur un site de don gratuit.

Différer l'économie en investissant plus aujourd'hui, dans de l'isolation par exemple, pour payer moins cher demain, est plus une pratique de la classe moyenne supérieure. Les trois premières stratégies sont plutôt le fait de la classe moyenne plus démunie qu'elle soit jeune, et donc « provisoirement pauvre », ou qu'elle soit sous contrainte structurelle de pouvoir d'achat. Ce sont des pratiques sous contrainte qui ne sont pas nouvelles. Ce sont les pratiques de ceux qui sont sous contrainte de pouvoir d'achat, mais pas uniquement. Ce qui est nouveau c'est leur importance aujourd'hui. Ils sont de plus en plus nombreux du fait notamment de la montée du chômage depuis 2008, soit 5 millions de chômeurs, toutes catégories confondues en mai 2014, et, comme on le comprend maintenant, de la montée de la consommation de la classe moyenne supérieure mondiale qui conduit à une augmentation des cours mondiaux qui pèsent à leur tour sur une partie des dépenses contraintes des classes sociales les plus démunies. Ceci explique pour une part la montée des circuits d'échanges non marchands et la difficulté à survivre sous forte contrainte de pouvoir d'achat.

Conclusion

Une partie des pièces du puzzle qui compose le système d'émergence des nouvelles formes de la consommation sont maintenant en place après 15 ans d'enquêtes qualitatives inductives : l'équipement des cuisines chinoises, l'aménagement des salles de bain et la décoration du living, comme premier indice de changement de mode de vie de la classe moyenne chinoise urbaine ; l'émergence d'une classe moyenne supérieure mondiale dont la demande croissante de consommation pèse sur les cours des matières premières, de l'énergie et des protéines ; la montée des dépenses contraintes en France dont le logement, la consommation alimentaire et la consommation énergétique qui pèse sur les classes sociales les plus démunies et qui rentre en synergie avec une partie de l'augmentation des cours mondiaux qui à leur tour pèsent sur les budgets des ménages français. Bien évidemment il n'existe pas de cause première, ni de causalité linéaire qui partirait d'un point A vers un point B, il est cependant possible de montrer que la consommation mondiale fait système même si tous les liens de cause à effet ne sont pas démontrables,

comme le confirme la méthode des échelles d'observation qui montre que l'observation et le système d'explication causale est discontinue entre les échelles¹⁴.

L'anthropologie permet de relativiser les explications de la consommation par l'individu, le plaisir, les motivations, les valeurs, la confiance, le sens, le désir qui ne peuvent plus suffire en période de crise ou de mutation. Derrière l'individu l'anthropologie sociale recherche la dimension sociétale qui organise les comportements individuels, les interactions sociales et quelque part la consommation dans l'espace domestique. En retour la consommation apparaît bien comme un analyseur intéressant et pertinent de ce qui émerge autant au niveau mondial qu'au niveau des micro-stratégies d'ajustement des acteurs face aux contraintes de pouvoir d'achat et d'incertitude face à l'avenir.

La reconstruction de ce système, qui passe par des va-et-vient permanents entre les échelles macro-sociales, celles de la géopolitique et des classes sociales, méso-sociales celles des institutions et du marché, micro-sociales celles de la famille et des amis, et micro-individuels celles des arbitrages et des motivations, permet de montrer, au moins de façon relative, que les pratiques de consommation économe ne relèvent pas seulement des valeurs ou de l'émergence d'une nouvelle société écologique qui pousseraient les consommateurs à agir dans un sens plus frugal, même si cela reste vrai pour une minorité militante, mais qu'elles relèvent de façon moins « enchantante » de contraintes de pouvoir d'achat.

Dominique Desjeux, anthropologue, professeur à l'université Paris Descartes, Sorbonne Paris Cité

Paris le 18 juillet 2014

¹⁴ Cf. Dominique Desjeux, 2004, *Les sciences sociales*, PUF